



lundi 3 octobre 2016

Les grands titres:

- Mali : un Casque bleu tué et cinq autres grièvement blessés dans une attaque dans la région de Kidal
- Ban Ki-moon dénonce les représailles contre ceux qui coopèrent avec l'ONU sur les droits de l'homme
- Les inégalités accentuent les conséquences des aléas climatiques subis par les pauvres, selon un rapport de l'ONU
- Malgré le rejet de l'accord, Ban Ki-moon appelle les Colombiens à poursuivre sur la voie de la paix
- Madagascar : la chef du PAM en déplacement à Madagascar touchée par la sécheresse
- Kazakhstan : des experts de l'ONU appellent à se concentrer davantage sur la réinsertion des détenus
- Cachemire : le chef de l'ONU demande à l'Inde et au Pakistan de régler leurs problèmes par la diplomatie et le dialogue
- Discrimination à l'encontre des personnes âgées : une violation des droits de l'homme, selon l'ONU
- Philippines : le Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide alarmé par les propos du Président
- Journée de la non-violence : Ban Ki-moon souligne le lien entre la paix et la nature
- Climat : avec la ratification de l'Inde, l'Accord de Paris se rapproche de son entrée en vigueur
- Journée de l'habitat : l'ONU réclame des logements abordables et convenables pour tous
- La FAO souligne le rôle du commerce pour garantir la sécurité alimentaire mondiale
- Syrie : le chef de l'humanitaire de l'ONU demande « d'arrêter le carnage » à Alep
- Sélection du prochain Secrétaire général : l'Assemblée générale rencontre une nouvelle candidate

Mali : un Casque bleu tué et cinq autres grièvement blessés dans une attaque dans la région de Kidal



Des Casques bleus tchadiens en patrouille près de Tessalit, dans le nord du Mali. Photo ONU/Marco Dormino (archives)

3 octobre - Au Mali, un Casque bleu a été tué et cinq autres ont été grièvement blessés alors qu'ils intervenaient suite à une attaque contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), dans la région de Kidal.

Le camp de la MINUSMA à Aguelhok a été la cible de plusieurs tirs de mortiers dans l'après-midi de lundi.

« Une force d'intervention rapide de la Mission a immédiatement été déployée après les tirs pour en identifier l'origine. Deux des véhicules d'intervention ont alors heurté une



mine ou un engin explosif improvisé, et l'explosion a entraîné la mort d'un Casque bleu », a expliqué la MINUSMA dans un communiqué de presse.

Plusieurs autres soldats de la paix ont été blessés, dont cinq grièvement.

La MINUSMA a condamné ces attaques perpétrées contre ses soldats et a affirmé qu'elles « n'affaibliront pas la détermination des Nations Unies à soutenir le gouvernement malien, les parties signataires de l'Accord de paix et le peuple malien dans leurs efforts pour parvenir à une paix et une stabilité durables ».

Le chef de Mission a présenté au nom de la MINUSMA ses sincères condoléances aux familles du défunt ainsi qu'au gouvernement concerné et exprimé sa plus profonde compassion et son soutien aux blessés, en leur souhaitant un prompt rétablissement.

Ban Ki-moon dénonce les représailles contre ceux qui coopèrent avec l'ONU sur les droits de l'homme



Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, donne une conférence de presse à l'Office des Nations Unies à Genève. Photo ONU/Rick Bajornas

3 octobre - En visite à l'Office des Nations Unies à Genève, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a dénoncé lundi les représailles croissantes contre les personnes qui coopèrent sur les droits de l'homme avec l'Organisation à travers le monde.

« De tels agissements portent atteinte à l'efficacité et à la crédibilité des Nations Unies, et sont une attaque contre l'Organisation elle-même », a dit M. Ban lors d'une conférence de presse au Palais des Nations.

« Ces personnes courageuses sont souvent nos seuls yeux et oreilles dans des environnements extrêmement difficiles, et nous leur devons notre meilleur soutien possible », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a déclaré, qu'après avoir consulté le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), il avait désigné son nouveau Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Andrew Gilmour, pour diriger les efforts au sein du système des Nations Unies « pour mettre un terme à tous les actes d'intimidation et de représailles contre ceux qui coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies sur les droits de l'homme ». « Cela favorisera un dialogue constructif avec les États membres et d'autres », a-t-il souligné.

Lors de sa visite à Genève, M. Ban s'est exprimé devant le comité exécutif du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

S'agissant de la Syrie, il a déclaré qu'il n'avait plus de mots pour exprimer sa colère face au carnage, en particulier à Alep. « Je condamne fermement la campagne délibérée visant les civils, ainsi que les travailleurs de la santé et le personnel humanitaire qui tentent de les sauver », a-t-il dit lors de la conférence de presse.

Le chef de l'ONU s'est aussi inquiété de la situation humanitaire au Yémen, où plus de 21 millions de personnes ont besoin d'aide, et dans le nord-est du Nigéria, où des dizaines de milliers de personnes vivent dans des conditions de famine dans les États de Borno et de Yobe.

« Nous ne pouvons pas oublier les filles de Chibok. Je demande leur libération immédiate, ainsi que celle de toutes les autres personnes qui se voient refuser leurs droits fondamentaux », a-t-il ajouté.

Ban Ki-moon a aussi réclamé un soutien politique et financier international pour répondre aux besoins urgents de la population et parvenir à un développement à long terme dans la région du bassin du lac Tchad.

Quant à l'Accord de Paris sur le changement climatique, M. Ban s'est félicité qu'il soit très proche de son entrée en vigueur.

« Nous avons franchi le seuil de 55 ratifications, au 21 septembre, et je m'attends à ce que franchissions très bientôt le seuil des 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre », a-t-il dit. Ces deux seuils ont été fixés pour l'entrée en vigueur de l'Accord.

S'agissant du fonctionnement de l'ONU, le Secrétaire général a estimé que les pays ne devraient pas insister sur l'unanimité quand seulement un consensus est nécessaire pour avancer.

« Trop de bonnes idées meurent inutilement de cette insistance sur l'unanimité », a-t-il dit. Il a ajouté qu'il avait demandé au Président de l'Assemblée générale des Nations Unies d'explorer, avec son successeur, la mise en place d'un groupe de haut niveau pour trouver des solutions pratiques qui améliorent la prise de décision au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Les inégalités accentuent les conséquences des aléas climatiques subis par les pauvres, selon un rapport de l'ONU



Des enfants dans un camp de réfugiés à Kabelewa, dans la région de Diffa, une des régions les plus pauvres du Niger. Photo UNICEF/Sylvain Cherkaoui

3 octobre - Un nouveau rapport de l'ONU publié lundi met en évidence les inégalités structurelles comme facteur principal d'exacerbation des conséquences des aléas climatiques sur les populations pauvres et vulnérables, plus particulièrement dans les pays en développement.

Intitulée « Enquête économique et sociale mondiale 2016 : la résilience au changement climatique - une opportunité pour réduire les inégalités », cette étude indique qu'au cours des 20 dernières années, 4,2 milliards de personnes ont été touchées par des catastrophes liées aux conditions météorologiques qui ont entraîné des pertes humaines importantes.

« Malheureusement, les personnes les plus exposées aux risques liés aux aléas climatiques sont les personnes pauvres, vulnérables et marginalisées qui, dans de nombreux cas, ont été exclues du progrès socio-économique », a noté le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en préface du rapport publié par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. « Nous n'avons pas de temps à perdre - et beaucoup à gagner – lorsqu'il s'agit de faire face aux inégalités socio-économiques qui aggravent la pauvreté et laissent les gens sur le côté », a-t-il ajouté.

Responsabilité des gouvernements

Le rapport démontre que la plupart des catastrophes liées au changement climatique que subissent les pauvres et vulnérables ne sont pas des « accidents » mais sont dues à l'échec des gouvernements à combler les écarts de développement qui mettent à risque d'importants groupes de population.

Le rapport montre toutefois que les gouvernements peuvent jouer un rôle important dans la réduction des risques liés au changement climatique vis-à-vis des populations vulnérables. La construction de politiques de résilience au changement climatique offre l'occasion de concentrer les ressources sur la réduction des inégalités ancrées depuis longtemps et qui rendent les gens vulnérables de manière disproportionnée face aux aléas climatiques.

Le rapport indique par ailleurs que les meilleures politiques d'adaptation au climat sont de bonnes politiques de développement qui renforcent la capacité des gens à faire face et à s'adapter aux aléas climatiques aujourd'hui et à moyen terme.

Les inégalités structurelles accroissent la vulnérabilité des populations pauvres

Selon les conclusions du rapport, les inégalités structurelles augmentent l'exposition des groupes vulnérables aux aléas climatiques. Les familles vivant dans la pauvreté occupent systématiquement les terres les plus exposées aux dommages causés par les risques climatiques, tels que les glissements de terrain, des périodes anormales d'eau chaude, la contamination de l'eau et des inondations. Le changement climatique a le potentiel d'aggraver leur situation et d'aggraver les inégalités déjà existantes.

Selon les dernières données, 11% de la population mondiale vivait dans une zone côtière de basse altitude en 2000. Une grande partie des populations pauvres étaient contraintes de vivre dans des plaines inondables car elles ne disposaient pas des ressources nécessaires pour vivre dans des zones plus sûres.

Les données soulignent également que, dans de nombreux pays d'Asie du Sud et de l'Est, en Amérique latine et dans les Caraïbes, beaucoup de gens n'ont pas d'autre option que d'ériger leurs habitations sur les pentes de collines précaires.

Le rapport a également constaté une plus grande concentration des groupes pauvres et marginalisés dans des zones arides, semi-arides et subhumides sèches qui couvrent environ 40% de la surface terrestre de la Terre. Environ 29% de la population mondiale vivent dans ces zones et sont confrontés à des défis supplémentaires dus au changement climatique.

Recommandation et préoccupation

Dans ses conclusions, le rapport recommande l'utilisation d'un meilleur accès aux projections climatiques, aux technologies modernes de l'information et de la communication et aux systèmes d'information géographique. Ces outils permettraient aux pays concernés de renforcer leurs capacités à évaluer statistiquement les conséquences des aléas climatiques et des choix de politiques mis en place.

Une préoccupation principale ressort du rapport : l'insuffisance des ressources internationales consacrées à la résilience vis-à-vis du changement climatique.

Lors de la conférence de Paris sur le changement climatique (COP21) organisée en 2015, les pays se sont engagés à fixer un objectif d'au moins 100 milliards de dollars par an pour des activités d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. Le rapport souligne toutefois que les seuls coûts d'adaptation sont estimés entre 70 et 100 milliards de dollars par an d'ici 2050 dans les pays en développement et que ces chiffres sont susceptibles de sous-estimer les coûts réels.

Malgré le rejet de l'accord, Ban Ki-moon appelle les Colombiens à poursuivre sur la voie de la paix



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'adressant aux personnes assistant à la signature des accords de paix en Colombie, à Carthagène. Photo: OSSG

3 octobre - Malgré le rejet de l'accord de paix par les Colombiens lors d'un référendum organisé dimanche 2 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est dit lundi encouragé par l'engagement exprimé par le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP) de continuer sur la voie de la paix.

Selon la presse, le non à l'accord de paix signé par le gouvernement et les FARC-EP a gagné le référendum par une courte majorité (50,2%).

Lundi dernier, le chef de l'ONU avait assisté à Carthagène, en Colombie, à la signature historique de l'accord, qui avait été conclu en août à La Havane, à Cuba.

« La semaine dernière en Colombie, j'ai été témoin de la signature de l'Accord de paix. J'ai vu les résultats du référendum d'hier. Nous aurions espéré un résultat différent », a dit M. Ban lors d'une conférence de presse à Genève, où il se trouvait lundi.

Dans une déclaration à la presse de son porte-parole publiée peu après à New York, le Secrétaire général a salué « l'engagement public du gouvernement de la Colombie, des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire (FARC-EP) et de toutes les forces politiques du pays à continuer de s'efforcer de mettre fin au conflit armé et de construire une paix durable ».

« Après plus de cinq décennies de guerre, le peuple colombien ne mérite pas moins », a dit son porte-parole. « Alors que des

efforts politiques sont entrepris pour évaluer la voie à suivre, le Secrétaire général pense que tout doit être fait pour maintenir le calme et prévenir un retour à la violence. Il félicite les parties prenantes pour leur engagement, exprimé par le Président Juan Manuel Santos et le Commandant des FARC-EP Timoleón Jiménez, de maintenir le cessez-le-feu bilatéral déclaré le 29 août ».

Le chef de l'ONU a chargé à son Représentant spécial, Jean Arnault, de se rendre à La Havane pour poursuivre ses consultations avec les parties prenantes.

« A Carthagène, j'ai vu le désir profond du peuple colombien de mettre fin à la violence. Je compte sur les Colombiens pour qu'ils continuent leurs efforts jusqu'à ce qu'ils arrivent à une paix sûre et durable », a déclaré M. Ban à Genève.

Son porte-parole a ajouté que le Secrétaire général reconnaissait les énormes efforts entrepris pour surmonter le conflit et demandait à toutes les personnes concernées de poursuivre ces efforts.

« Il croit fermement que la paix peut encore être obtenue et que les nombreux Colombiens qui se sont engagés à atteindre cet objectif ne doivent pas être découragés », a ajouté son porte-parole. « L'ONU réitère son ferme soutien aux efforts de paix en Colombie ».

Madagascar : la chef du PAM en déplacement à Madagascar touchée par la sécheresse



Des communautés vulnérables de Behara, dans le sud de Madagascar frappé par la sécheresse, participent à un programme de nourriture contre biens financé par l'Union européenne. Photo: PAM/Volana Rarivoson

3 octobre - La Directrice exécutive du Programme alimentaire mondial (PAM), Ertharin Cousin, a commencé lundi un déplacement de trois jours à Madagascar qui affronte actuellement les effets dévastateurs de trois années de sécheresse exacerbés par le phénomène climatique El Niño de cette année.

Les activités du PAM à Madagascar se concentrent sur les secours d'urgence liés à la sécheresse, l'alimentation scolaire et un soutien nutritionnel aux orphelins et aux enfants souffrant de malnutrition.

Mme Cousin a entamé son déplacement par le sud de l'île, où elle visitera les communautés de Tsihombe et Ambovombe, les deux districts les plus touchés par la sécheresse. A son retour dans la capitale Antananarivo mercredi, La Directrice exécutive du PAM rencontrera le Président de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, la Ministre malgache des affaires étrangères, Béatrice Attalah ainsi que des représentants de la communauté des donateurs.

Environ 1,2 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans le sud du pays, selon la mission d'évaluation des cultures et de la sécurité alimentaire effectuée le mois dernier. La mission a été menée conjointement par le ministère de l'Agriculture de Madagascar, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Kazakhstan : des experts de l'ONU appellent à se concentrer davantage sur la réinsertion des détenus



couloirs d'une prison. Photo: ONUSIDA/D. Gutu

3 octobre - Le Sous-comité des Nations Unies pour la prévention de la torture (SPT) a appelé lundi le Kazakhstan à se concentrer davantage sur la réinsertion des détenus plutôt que sur la punition, dans le cadre des efforts visant à protéger de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants, les personnes privées de liberté.

« Nous reconnaissons que le Kazakhstan a considérablement réduit le nombre de personnes privées de liberté et a amélioré les conditions de détention », a déclaré le chef de la délégation du SPT, Victor Zaharia, dans un communiqué de presse. « Toutefois, le système pénitentiaire continue à trop insister sur les restrictions et les sanctions, plutôt que sur la réinsertion et la réhabilitation », a-t-il souligné.

L'appel du SPT intervient à l'issue de sa première visite au Kazakhstan du 20 au 29 septembre au cours de laquelle la délégation a présenté ses observations préliminaires confidentielles aux autorités kazakhes. Pendant leur déplacement de 10 jours, les experts du SPT ont visité des prisons, des camps de prisonniers, des centres de détention provisoire, des postes de police, des postes de garde, des centres correctionnels de réhabilitation, des établissements psychiatriques et médico-légaux et d'autres centres de détention.

« Nous saluons le fait d'avoir obtenu un accès rapide à l'information et aux documents, ainsi qu'aux lieux de détention où nous avons pu mener des entretiens privés avec des personnes privées de liberté », a dit M. Zaharia.

Le SPT a par ailleurs souligné l'importance d'accorder un accès similaire à l'organe de contrôle national indépendant, connu sous le nom de Mécanisme national de prévention (MNP). « Un accès complet à tous les lieux où des personnes sont ou pourraient être privées de leur liberté est essentielle pour l'efficacité du MNP, et par conséquent pour empêcher la torture ou le mauvais traitement des détenus », a ajouté M. Zaharia.

Les membres de la délégation ont mené des entretiens privés et confidentiels avec des responsables des forces de l'ordre, de membres du personnel médical et des personnes privées de liberté. La délégation du SPT a également rencontré des responsables du gouvernement ainsi que des représentants de la société civile, et a eu des discussions avec le Commissaire aux droits de l'homme de la République du Kazakhstan, que le gouvernement a désigné comme Mécanisme national de prévention.

Le SPT présentera un rapport confidentiel au Gouvernement du Kazakhstan avec ses observations et recommandations sur la prévention de la torture et des mauvais traitements envers les personnes privées de leur liberté. Comme pour tous les autres Etats, le SPT encourage le Kazakhstan à rendre ce rapport public.

La délégation du SPT était composée de Victor Zaharia (chef de délégation), Arman Danielyan, Marija Definis-Gojanovich et Paul Lam Shang Leen.

Cachemire : le chef de l'ONU demande à l'Inde et au Pakistan de régler leurs problèmes par la diplomatie et le dialogue



Secrétaire général Ban Ki-moon, Photo ONU/Mark Garten

1 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon s'est dit profondément préoccupé par l'augmentation significative des tensions entre l'Inde et le Pakistan à la suite de récents développements.

« Le Secrétaire général exhorte les deux parties à faire preuve de retenue et de prendre des mesures immédiates pour désamorcer la situation », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée vendredi soir. « Il appelle les gouvernements du Pakistan et de l'Inde à résoudre leurs problèmes en suspens, y compris en ce qui concerne le Cachemire, pacifiquement, par la diplomatie et le dialogue », a-t-il souligné.

Des violations du cessez-le-feu ont été récemment signalées le long de la ligne de contrôle au Jammu et Cachemire suite à une attaque le 18 septembre contre une base de l'armée indienne à Uri. M. Ban avait condamné dans une précédente déclaration cette attaque dans laquelle des soldats indiens sont décédés. Il avait également émis l'espoir que toutes les personnes impliquées donneraient la priorité au rétablissement de la stabilité et empêcheraient la perte d'autres vies.

Le porte-parole a rappelé que les bons offices du Secrétaire général sont disponibles, « s'ils sont acceptés par les deux parties », a-t-il précisé.

L'ONU maintient depuis longtemps une présence institutionnelle dans la zone contestée entre l'Inde et le Pakistan. Conformément au mandat du Conseil de sécurité énoncé dans la résolution 307 de 1971, le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies en Inde et au Pakistan (UNMOGIP) observe et rapporte les violations du cessez-le-feu le long et à travers la ligne de contrôle au Jammu et Cachemire.

Actuellement composé de 41 observateurs militaires et de 72 membres de personnel civil, UNMOGIP rapporte également sur les évolutions qui pourraient conduire à des violations du cessez-le-feu.

Discrimination à l'encontre des personnes âgées : une violation des droits de l'homme, selon l'ONU



Des personnes âgées dans le Parc de Jongmyo, à Séoul, en République de Corée. Photo: ONU/Kibae Park

1 octobre - A l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées qui a lieu chaque 1er octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné la discrimination, « sous toutes ses formes », dont sont victimes les personnes âgées et demandé que des mesures soient prises pour lutter contre ce qui constitue une violation des droits de l'homme à l'encontre de ceux qui sont « à la fois des agents et des bénéficiaires du changement ».

« Bien que l'on dise souvent qu'elles jouissent d'un respect particulier, la réalité est que dans un trop grand nombre de sociétés, les personnes âgées se voient imposer des limites et interdire l'accès aux emplois, aux prêts et aux services de base », a déclaré dans un message M. Ban rappelant pourtant que la marginalisation et la dévalorisation des personnes âgées coûtent cher à nos sociétés.

« Elles nous empêchent de tirer parti de leur productivité et de leur expérience dans le monde du travail et dans les activités de bénévolat et d'engagement civique », a-t-il déploré. « Dans le même temps, elles limitent leurs capacités à être des pourvoyeurs de soins ainsi que des soutiens, notamment financiers, pour leurs familles et leurs communautés », a-t-il également regretté.

La discrimination à l'encontre des personnes âgées recoupe fréquemment d'autres formes de discrimination fondée sur le sexe, la race, le handicap et d'autres motifs, lesquelles aggravent et intensifient ses effets.

« L'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes âgées et la protection des droits fondamentaux de ces dernières constituent un impératif éthique et pratique », a dit le Secrétaire général pour qui que les enjeux sont immenses et ne cessent de croître.

« La population mondiale de personnes âgées devrait passer d'un peu plus de 900 millions de personnes en 2015 à 1,4 milliard de personnes d'ici 2030 et à 2,1 milliards d'ici 2050, date à laquelle il y aura à peu près le même nombre de personnes âgées que d'enfants de moins de 15 ans », a-t-il précisé.

Pour M. Ban, il est impératif de changer la manière dont les personnes âgées sont représentées et perçues. « Il faut qu'au lieu d'être vues comme un fardeau elles soient appréciées pour les nombreux services qu'elles rendent à l'humanité, notre famille », a-t-il expliqué tout en demandant la mise en place de meilleures garanties juridiques afin que les personnes âgées soient sur un pied d'égalité avec les autres et pour éviter que la discrimination à leur encontre n'entraîne l'adoption de politiques, de lois et de traitements discriminatoires. « J'espère que nous prendrons tous le temps de réfléchir à nos préjugés et de nous demander comment, chacun à notre niveau, nous pouvons lutter contre la discrimination à l'encontre des personnes âgées », a-t-il ajouté.

Le chef de l'ONU a exhorté les responsables politiques à collecter des données et statistiques de meilleure qualité concernant la santé, la situation économique et le bien-être général des personnes âgées, en vue de mieux répondre à leurs préoccupations rappelant à cet égard que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 fournit un plan d'action clair pour changer la donne.

« Le Programme est un plan résolument tourné vers l'avenir et les objectifs de développement durable qui y sont formulés mettent l'accent sur l'inclusion et l'égalité, et sur la promesse de ne laisser personne de côté », a-t-il souligné.

« En faisant en sorte de progresser dans la réalisation ODD, nous pouvons mobiliser la somme considérable de talents, d'énergie et d'expérience des personnes âgées dans le cadre de la mise en œuvre de ce Programme » a-t-il conclu appelant le monde à tenir l'engagement pris de « permettre à tous de vivre dans la dignité et à chacun de jouir de ses droits fondamentaux ».

Philippines : le Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide alarmé par les propos du Président



Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide, Adama Dieng.
Photo ONU/Manuel Elias

1 octobre - Le Conseiller spécial de l'ONU pour la prévention du génocide, Adama Dieng, a exprimé vendredi son inquiétude suite aux propos publics tenus par le Président philippin, Rodrigo Duterte, dans lesquels il a renforcé une campagne pour tuer des millions de toxicomanes aux Philippines et l'a comparé au massacre de millions de juifs par Hitler pendant l'Holocauste en Allemagne nazie pendant la Seconde guerre mondiale.

M. Dieng a qualifié dans un communiqué de presse, une telle déclaration de « profondément irrespectueux du droit à la vie de tous les êtres humains ». Il a rappelé que l'Holocauste était l'une des périodes les plus sombres de l'histoire de l'humanité et que « toute glorification d'actes cruels et criminels commis par des responsables était inacceptable et offensive ». Il a ajouté qu'une telle déclaration sapait également les efforts de la communauté internationale pour élaborer des stratégies visant à prévenir la récurrence de ces crimes, en faveur desquelles tous les pays du monde entier devraient s'engager.

Le Conseiller spécial pour la prévention du génocide a appelé M. Duterte à faire preuve de retenue dans l'usage de la langue qui pourrait « exacerber la discrimination, l'hostilité et la violence et encourager la perpétration d'actes criminels qui, si généralisée ou systématique, pourraient constituer des crimes contre l'humanité ».

M. Dieng a également appelé le Président des Philippines à soutenir l'enquête sur la hausse rapportée de meurtres dans le contexte des campagnes anti-criminalité et anti-drogue visant les trafiquants et consommateurs de drogues afin de déterminer les circonstances de chaque décès.

Le 18 août dernier, deux experts des droits de l'homme mandatés par l'ONU avaient appelé le Gouvernement des Philippines à mettre fin aux exécutions extrajudiciaires et aux assassinats liés à l'intensification de la lutte contre les trafiquants et les consommateurs de drogues. Selon, ces experts, plus de 850 personnes ont été tuées depuis l'élection de M. Duterte à la présidence des Philippines le 10 mai 2016.

Journée de la non-violence : Ban Ki-moon souligne le lien entre la paix et la nature



L'administration postale de l'ONU dévoile un timbre commémoratif lors d'une cérémonie pour la Journée de la non-violence le 2 octobre 2016. Photo ONU/Evan Schneider

2 octobre - A l'occasion de la Journée internationale de la non-violence (2 octobre) axée cette année sur les thèmes de la durabilité et de l'environnement, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a salué la ratification par l'Inde dimanche de l'Accord de Paris sur le climat.

« Nous savons que la non-violence commence par le respect d'autrui, mais ne s'arrête pas là », a déclaré le Secrétaire général. « Pour cultiver la paix, nous devons aussi respecter la nature », a-t-il précisé.

Adoptée en 2007 par une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Journée internationale de la non-violence est célébrée chaque année à la date anniversaire de la naissance de Mahatma Gandhi, le père de la nation indienne qui s'est engagé tout au long de sa vie en faveur de la paix.

« Dans tout ce qu'il a fait, Gandhi a honoré l'obligation qui nous incombe de respecter tous les êtres vivants. Gandhi nous a rappelé qu'il y avait bien assez sur terre pour satisfaire aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire à l'avidité de tous », a souligné M. Ban. « Il nous a également poussés à 'incarner les changements que nous souhaitons voir se produire dans le monde' », a-t-il ajouté.

« Aujourd'hui, cet engagement s'illustre par un événement de taille, l'Inde déposant son instrument de ratification de l'Accord de Paris sur les changements climatiques » a annoncé le Secrétaire général félicitant chaleureusement New Dehli d'avoir fait preuve d'initiative dans le domaine du climat et de s'être inspiré des efforts déployés aux quatre coins du monde pour que l'accord entre en vigueur le plus tôt possible cette année.

« Quel meilleur moyen de commémorer Mahatma Gandhi et l'héritage qu'il a laissé à la planète et à ses habitants? », s'est réjoui M. Ban pour qui la ratification indienne de l'Accord de Paris représente un pas important vers la réalisation de son entrée en vigueur.

Le chef de l'ONU a saisi l'occasion de cette journée pour prier instamment tous les pays d'achever leur procédure interne de ratification de l'Accord de Paris et de s'évertuer, dans toutes les activités qu'ils mènent, à progresser par la non-violence, rappelant qu'elle est « essentielle pour bâtir un monde plus sûr, plus sain et plus pacifique

Climat : avec la ratification de l'Inde, l'Accord de Paris se rapproche de son entrée en vigueur



L'Inde ratifie l'Accord de Paris sur le climat. Le Représentant permanent du pays auprès des Nations Unies, Syed Akbaruddin (à gauche), serre la main au Vice-Secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, lors d'une cérémonie au siège de l'ONU le 2 octobre 2016. Photo ONU/Evan Schneider

2 octobre - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a chaleureusement félicité l'Inde pour sa ratification et son adhésion formelle à l'Accord de Paris ce dimanche à l'occasion de la journée internationale de la non-violence, date anniversaire de la naissance de Mahatma Gandhi.

« Le leadership de l'Inde repose sur la forte dynamique politique continue de Paris pour une action mondiale urgente sur le changement climatique », a souligné dans une déclaration à la presse le porte-parole du Secrétaire général. « L'Inde rejoint maintenant les 61 autres Parties qui ont déposé leurs instruments de ratification, qui, avec l'Inde, ensemble, représentent près de 52% des émissions mondiales totales de gaz à effet de serre », a-t-il précisé.

Le porte-parole du chef de l'ONU a fait remarquer que le leadership de l'Inde fait franchir au monde une étape importante de plus vers le seuil de 55% requis pour l'entrée en vigueur cette année de l'accord historique.

Adopté par les 195 Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lors de la conférence appelée COP21 organisée en décembre dernier à Paris, l'accord appelle les pays à lutter contre le changement climatique en visant une limitation de la hausse de la température mondiale bien en dessous de 2 degrés Celsius, et de s'efforcer à ne pas dépasser 1,5 degré Celsius.

Signé le 22 avril à New York par 175 pays, l'Accord de Paris entrera en vigueur 30 jours après qu'au moins 55 pays, représentant 55% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, auront déposé leurs instruments de ratification.

Avec la ratification de l'Inde, qui représente 4,1% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, il ne manque plus que la ratification de pays représentant 3% de ces émissions totales afin d'atteindre la barre des 55% et permettre l'entrée en vigueur de l'accord.

« Le Secrétaire général appelle toutes les parties à accélérer leurs procédures internes afin d'adhérer à l'accord le plus tôt possible cette année », a dit le porte-parole de M. Ban rappelant qu'une action sur le changement climatique est cruciale pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et la création d'un avenir plus prospère, équitable et vivable pour tous.

Journée de l'habitat : l'ONU réclame des logements abordables et convenables pour tous



Un ensemble de logements d'ONU Habitat à Port-au-Prince, Haïti. Photo: ONU-Habitat

3 octobre - En cette Journée mondiale de l'habitat qui est célébrée chaque année le 3 octobre, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a demandé aux autorités nationales et locales, aux urbanistes et aux collectivités partout dans le monde de continuer à placer le logement au centre de leurs préoccupations.

« Garantir la dignité et l'égalité des chances pour tous passe nécessairement par le fait de veiller à ce que les populations aient accès à des logements abordables et convenables »,

a-t-il dit dans un message.

Plus de la moitié de la population mondiale vit déjà dans des zones urbaines et environ un quart des citoyens vivent dans des taudis ou dans des implantations sauvages.

« L'expansion rapide et non planifiée des villes, qu'elles soient grandes ou moins grandes, entraîne l'augmentation du nombre de personnes pauvres et vulnérables qui vivent dans des conditions précaires, dans des espaces de vie inadéquats, sans bénéficier d'un accès aux services de base, comme l'eau, l'assainissement, l'électricité et les soins de santé », a souligné M. Ban. « Ces personnes sont souvent privées de possibilités d'obtenir un travail décent et risquent d'être expulsées et de se retrouver sans abri ».

Dans le courant de ce mois, les gouvernements et leurs partenaires se réuniront à Quito, en Equateur, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III). Tenues tous les 20 ans, les conférences Habitat visent à réfléchir à l'état des établissements humains et au futur des villes.

« Je compte que la Conférence Habitat III sera fructueuse et qu'elle nous permettra d'avancer dans la mise en œuvre de notre programme de développement durable, pour le bien de l'humanité tout entière », a dit M. Ban.

Selon lui, la Conférence Habitat III a une résonance toute particulière en cette année où le monde entreprend de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. « La réalisation des 17 objectifs de développement durable (ODD) énoncés dans le Programme dépendra en grande partie de notre capacité à faire des villes et des établissements humains des collectivités ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables », a-t-il dit.

Le chef de l'ONU a rappelé que la réalisation de cet objectif est le but du Nouveau Programme pour les villes, que les gouvernements adopteront à Quito et qui établira des normes mondiales en vue d'un développement urbain durable.

Ce programme « aidera à repenser notre façon tant de planifier la construction et de gérer des villes que d'y vivre », a noté M. Ban.

La FAO souligne le rôle du commerce pour garantir la sécurité alimentaire mondiale



Un marchand de fruits à Barcelone, en Espagne.
Photo: FAO/Alessia Pierdomenico

l'agence onusienne à Rome.

3 octobre - Le commerce a un rôle important à jouer pour garantir la sécurité alimentaire mondiale et une meilleure nutrition en servant « d'outil d'adaptation » face au changement climatique, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les pays qui s'attendent à connaître une baisse des rendements et de la production en raison du changement climatique pourront se tourner vers les marchés mondiaux afin de nourrir leur population, a estimé le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, lors d'une réunion de haut niveau sur les prix des produits alimentaires au siège de

M. Graziano da Silva a toutefois noté qu'une plus grande ouverture au commerce « pouvait également comporter des risques ». Si elle n'est pas gérée correctement, « elle pourrait compromettre la production locale et donc les moyens d'existence des populations pauvres en milieu rural ».

L'annulation des subventions à l'exportation des produits agricoles, qui a des répercussions sur les prix des marchés mondiaux, pourrait représenter un moyen d'améliorer le commerce de façon à ce qu'« il bénéficie aux petits exploitants agricoles dans les pays en développement et apporte la prospérité dans les zones rurales », a indiqué le chef de la FAO.

« Alors que la demande représente l'un des puissants facteurs de la hausse ou de la baisse des prix des produits alimentaires,

une bonne manière de rendre cela financièrement plus avantageux pour les producteurs et plus abordable pour les consommateurs est de promouvoir et de renforcer les programmes de protection sociale et d'autres initiatives telles que les bons alimentaires », a-t-il ajouté. « L'objectif de ces politiques est de bâtir un cercle vertueux de production et de consommation locales ».

Selon lui, afin d'y parvenir, de telles mesures doivent être accompagnées d'une collaboration solide entre les institutions responsables de l'agriculture, du développement rural, du commerce, de l'environnement, de la nutrition, de la santé et de la sécurité sociale.

Afin de mieux se préparer aux prochains cas de figure relatifs à l'évolution à long terme des prix des produits agricoles, José Graziano da Silva a déclaré que la FAO cherchait à améliorer ses systèmes de modélisation afin de mieux comprendre les éventuelles fluctuations des prix et changements de tendances et d'aider les pays à élaborer des politiques adéquates.

Les Perspectives agricoles de la FAO soulignent la forte probabilité de soudaines flambées des prix pour les 10 prochaines années, principalement en raison du changement climatique.

Syrie : le chef de l'humanitaire de l'ONU demande « d'arrêter le carnage » à Alep



Représentante de l'UNICEF en Syrie, Hanaa Singer (à gauche) rend visite à des partenaires de l'agence onusienne dans l'hôpital d'Alep le 29 septembre 2016. Photo UNICEF/Khuder Al-Issa

3 octobre - Le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Stephen O'Brien, s'est dit profondément alarmé par la destruction barbare que subit l'est de la ville syrienne d'Alep où environ 275.000 personnes sont assiégées.

« Des bombardements et pilonnages aveugles se poursuivent d'une manière choquante et implacable, tuant et mutilant des civils, en les soumettant à un niveau de sauvagerie qu'aucun humain ne devrait avoir à endurer », a déclaré M. O'Brien dans une déclaration à la presse publiée dimanche.

Selon le Secrétaire général adjoint, le système de soins de santé dans l'est d'Alep est pratiquement anéanti. « Les installations médicales sont touchées, une par une. J'ai reçu des rapports concernant des attaques sur au moins trois hôpitaux, y compris un hôpital pédiatrique fournissant des services à des milliers d'enfants malades et blessés », a-t-il précisé décrivant un système de santé sur le point de s'effondrer totalement avec des patients se voyant refusés des soins et aucun médicament disponible pour traiter même les maladies les plus courantes.

« Des centaines d'évacuations médicales critiques sont nécessaires de toute urgence », a affirmé M. O'Brien. « Avec de très faibles quantités d'eau potable et de nourriture, le nombre de personnes nécessitant des évacuations médicales d'urgence est susceptible d'augmenter de façon spectaculaire dans les prochains jours », a-t-il prévenu.

Pour le Coordonnateur des secours d'urgence, les femmes, les enfants et les hommes dans l'est d'Alep sont terrifiés, piégés et avec nulle part où se cacher et sont soumis à des bombes anti-bunker, des bombes barils, des obus de mortier et des tirs d'artillerie. « Ceux qui utilisent de telles armes dans des zones densément peuplées savent qu'ils vont causer des dommages et des souffrances immenses aux civils », a-t-il dit. « Pourtant, ils persistent ».

Lundi, des experts du Comité des Nations Unies sur les droits de l'enfant basé à Genève ont déclaré que les attaques répétées du gouvernement syrien et de ses alliés qui tuent et mutilent des enfants dans les quartiers est d'Alep sont « une abdication brutale des obligations internationales des droits de l'homme » qu'ils se sont pourtant engagés à respecter.

Le Comité, présidé par Benyam Dawit Mezmur, a appelé dans une déclaration la Syrie et la Russie, ainsi que la communauté internationale à montrer qu'elles respectent leurs obligations en matière de droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant et le Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

« Cela ne signifie pas seulement ne pas recruter et/ou utiliser des enfants soldats », a dit M. Mezmur. « Cela signifie ne pas cibler les enfants dans les situations de conflit armé; cela signifie ne pas attaquer des lieux tels que les écoles et les hôpitaux, ce qui pourrait constituer des crimes de guerre en vertu du droit international humanitaire ».

« Pourtant, dans l'est d'Alep, c'est ce que nous voyons. Les enfants sont tués ou mutilés », a constaté le chef des experts. « Les enfants ne sont pas seulement grièvement blessés, mais sont piégés au milieu des bombardements incessants, incapables d'échapper et de recevoir des soins médicaux vitaux », a-t-il noté.

« Au nom de l'humanité », M. O'Brien a réitéré, auprès des parties et de ceux qui les soutiennent, sa demande de cesser toutes les actions qui peuvent entraîner des pertes de vies humaines ou des dommages aux infrastructures civiles essentielles, permettre une évacuation sanitaire pour l'est d'Alep de sorte que des centaines de cas critiques puissent recevoir des soins médicaux appropriés et un accès humanitaire complet, régulier et sans entrave vers la partie est de la ville tel que l'exige le droit international humanitaire.

« Nous sommes dans une course contre le temps pour protéger et sauver les civils dans l'est de la ville d'Alep. Ils ont besoin de notre action urgente pour mettre fin à leur enfer. Les mots ne suffisent pas », a souligné le chef de l'humanitaire de l'ONU. « L'heure tourne. Arrêtez le carnage maintenant », a-t-il conclu.

Sélection du prochain Secrétaire général : l'Assemblée générale rencontre une nouvelle candidate



Kristalina Georgieva de la Bulgarie, candidate au poste de Secrétaire général des Nations Unies. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

3 octobre - L'Assemblée générale des Nations Unies a rencontré lundi une nouvelle candidate au poste de Secrétaire général de l'ONU, en plus des 12 autres ayant précédemment pris part à ces dialogues informels publics, une procédure inédite dans l'histoire de l'Organisation.

Kristalina Georgieva, de la Bulgarie, est actuellement Vice-Présidente au budget et aux ressources humaines de la Commission européenne. Elle est la treizième personne à présenter sa candidature pour prendre la succession de Ban Ki-moon le 1er janvier 2017.

Comme chacun des autres candidats, Mme Georgieva a eu deux heures pour faire une présentation orale de sa candidature et de la façon dont elle compte faire face aux défis auxquels est confrontée l'ONU devant les représentants des Etats membres. Elle a ensuite répondu à des questions posées par les Etats membres et la société civile.

Les 12 autres personnes ayant pris part à ces dialogues informels publics sont, par ordre d'apparition :

Igor Luksic, le Vice-Premier ministre et Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne du Monténégro ;

Irina Bokova, l'actuelle Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ;

Antonio Guterres, qui était récemment encore Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

Danilo Türk, ancien Président de Slovénie ;

Vesna Pusic, ancienne Ministre des affaires étrangères et des affaires européennes et ancienne Première Vice Premier ministre de Croatie ;

Natalia Gherman, ancienne Vice-Premier ministre et ancienne Ministre des affaires étrangères et de l'intégration européenne de la République de Moldavie;

Vuk Jeremic, qui fut Président de la 67ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies et a été Ministre des affaires étrangères de Serbie ;

Helen Clark, ancienne Premier ministre de Nouvelle-Zélande et actuelle Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ;

Srgjan Kerim, ancien Ministre des affaires étrangères de l'ancienne République yougoslave de Macédoine et Président de la 62ème session de l'Assemblée générale des Nations Unies ;

Miroslav Lajcak, Ministre des affaires étrangères de Slovaquie ;

Susana Malcorra, actuelle Ministre des affaires étrangères d'Argentine et ancienne Chef de cabinet de l'actuel Secrétaire général de l'ONU ;

Christiana Figueres, du Costa Rica, ancienne Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Trois candidats ont retiré leur candidature à ce jour : Igor Luksic, Vesna Pusic et Christiana Figueres.

Ces dialogues publics informels sont une nouveauté dans le processus de sélection du Secrétaire général, qui doit aboutir à la recommandation d'un candidat par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Jusqu'à présent, les huit précédents Secrétaires généraux que l'ONU a eus en 70 ans d'existence ont tous été sélectionnés par les 15 membres dans le cadre d'un processus relativement fermé. Les promoteurs de ces dialogues informels espèrent que cet exercice de transparence dans la sélection du prochain Secrétaire général influera sur la recommandation faite par le Conseil.